

L'EAU et le PLAN URBAIN

LE PLAN URBAIN

En 1984, a été mis sur pied un vaste programme interministériel de recherche, entre le ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, et le ministère de la Recherche et de la Technologie, intitulé Urbanisme et Technologie de l'habitat, avec le statut de programme prioritaire de recherche et d'innovation. Il a donné naissance à **trois programmes finalisés de recherche et d'expérimentation** :

- Plan construction,
- Plan lieux de travail et construction publique,
- Plan urbain.

Le Plan urbain est parti d'une volonté de :

- **relance de la recherche urbaine et de l'expérimentation** ;
- **décloisonnement**, notamment **entre la recherche et l'action** ;
- **démultiplication** au niveau des **collectivités locales** ;
- **valorisation**, en développant parallèlement **évaluation et diffusion**.

LE PROGRAMME EAU DANS LA VILLE

L'étape majeure qui a précédé la mise en place de ce programme a été la réflexion du groupe de travail sur le cycle urbain de l'eau, en 1983 et 1984 (cf. bibliographie Hervio-Deutsch). Ce groupe a mis en lumière une série de phénomènes de difficultés, de carences, et a formulé diverses propositions.

On retiendra quelques points-clefs du constat :

— Le poids économique considérable du secteur eau et assainissement. Plutôt que de reprendre les chiffres du rapport, nous nous référons à la dernière édition des données économiques de l'environnement (1986) qui fournit les évaluations les plus récentes. Malgré une baisse continue depuis dix ans, les **investissements des administrations publiques** représentent, en 1984, 3,92 milliards de francs pour l'alimentation en eau potable, et 5,99 pour l'assainissement et l'épuration, soit environ **10 milliards** (sans les barrages). Les dépenses de **fonctionnement** de ces administrations ne cessent, elles, de croître et s'élèvent à 13,81 milliards pour la mobilisation de la ressource, et 9,25 milliards pour l'assainissement (avec les barrages). Même en retirant la part agricole et rurale (tourisme), on ne doit sans doute guère s'éloigner des 30 milliards au total. Et l'on n'a pas comptabilisé les dépenses du secteur privé.

— La mauvaise situation sur le terrain, en matière de distribution d'eau, d'assainissement et d'épuration.

— L'insuffisance et l'émiettement de la

N.B. — Cet article emprunte de larges extraits à la communication de l'auteur au colloque "Ville et fleuve", 21 avril 1987.

recherche économique, sociale, réglementaire, institutionnelle.

— Le retard de la France pour la valorisation de l'eau en ville à des fins d'agrément, de loisirs ou d'animation.

— La gravité de la situation dans les pays en voie de développement.

— Le manque de sensibilité de la population et des élus aux problèmes de l'eau dans la ville.

— L'absence de prise en compte par les administrations et les collectivités locales des interactions entre l'urbanisme et l'hydrologie urbaine, avec certaines conséquences graves, par exemple l'occupation des lits majeurs des cours d'eau pourtant réputés inconstructibles.

Cinq axes thématiques ont été dégagés comme structure de base du programme démarré en 1984-1985 (1) :

1. modélisation en hydrologie urbaine et en distribution d'eau : outil de la connaissance et de l'intervention ;
2. amélioration des systèmes classiques d'assainissement et de distribution d'eau ;
3. innovation dans les systèmes de distribution d'eau et d'assainissement : conditions d'apparition, de développement et conséquences sur l'aménagement ;
4. eau et valorisation du milieu urbain ;
5. eau et assainissement dans les pays en développement.

De 1983 à 1986, le Plan urbain a financé des actions pour 16,4 millions de francs correspondant à un montant total d'engagements de 31,2 millions, compte tenu des cofinancements. Ces crédits ont permis de mettre en place 46 recherches et 32 expérimentations.

L'EAU ET LA VALORISATION DU MILIEU URBAIN

La valorisation de la présence de l'eau en elle-même, des divers milieux aquatiques présents dans la ville, ainsi que des multiples ouvrages hydrauliques, est vieille comme la ville et l'architecture elles-mêmes. Une énumération, nécessairement incomplète, des éléments en cause, n'est peut-être pas inutile. On pense aux toitures, corniches, gouttières, caniveaux, canalisations à ciel ouvert, aux adductions d'eau, fontaines, aqueducs, bornes-fontaines, regards ; aux bassins, canaux, rivières, berges, quais, ponts, pièces d'eau des parcs et jardins, ensembles urbains composés par rapport à l'eau, aux tranchées, fossés, ouvrages souterrains des égouts, architectures des bâtiments publics ou privés liés aux usages de l'eau, etc.

En dépit de l'ancienneté de cette valorisation jusque dans l'urbanisme souterrain, force est de constater la tendance contemporaine à faire disparaître, à cacher les eaux en ville,

par évacuation rapide et enterrement. L'évolution technique et économique des usages urbains et industriels de l'eau, les changements intervenus dans les pratiques et les demandes sociales, ont également contribué à une perte importante de la culture urbaine de l'eau. Au point, d'ailleurs, de faire oublier les facteurs de contrainte et de potentialité que comporte l'eau vis-à-vis de l'aménagement, comme le soulignait opportunément le rapport Hervio-Deutsch dès 1984.

Le constat fait alors, d'un relatif retard de la France quant à la valorisation du milieu urbain par l'eau, demeure valable en 1987.

Toutefois, la multiplication des initiatives et des manifestations sur ce thème, témoigne d'un changement de mentalités, en cours, notamment de la part des élus et des services techniques des collectivités locales et de l'Etat.

A cela, une explication désormais classique peut être fournie : évolution des modes de vie, développement des loisirs et des aspirations par rapport au cadre de vie ; contexte de crise motivant des attitudes de gestion plus économes, voire même patrimoniale.

On peut proposer un élément d'interprétation complémentaire. A la crise des centres de villes anciens, largement étudiée au cours des années 68-75, est venue s'ajouter au sein des agglomérations éclatées entre plusieurs communes, ce que j'appellerai la crise des villes-centres : l'endroit de cette crise correspond aux pertes démographiques et économiques des communes-centres qu'attestent les statistiques des derniers recensements : l'envers se traduit par l'exploitation péri-urbaine, notamment en seconde couronne, des agglomérations ou ensembles urbains.

Cette situation conduit à placer, d'une part, les villes en situation de concurrence, d'une région à l'autre et, d'autre part, les villes-centre en compétition avec les communes périphériques. Dans ce climat, l'enjeu de l'image de marque, la réponse aux attentes, à l'exigence d'un urbanisme de qualité, succédant à un urbanisme de rénovation sauvage ou de voirie, deviennent des questions cruciales. L'attrait de l'eau mise en valeur devient un argument de poids dans une politique du cadre de vie en milieu urbain ou péri-urbain.

Il n'est donc pas surprenant de voir se succéder à un rythme soutenu des rencontres comme le colloque interdisciplinaire "Ville et fleuve" du 112^e Congrès national des sociétés savantes à Lyon en avril 1987, ou comme celle de la Fédération nationale des agences d'urbanisme sur "la ville et l'eau", en 1987, à Nantes ; ni des publications telles que le numéro des *Annales de la recherche urbaine* de 1985, ou le récent numéro de *Diagonal* qui comporte un intéressant dossier : "Berges : entre ville et fleuve".

La première tâche, en démarrant la réflexion sur un thème jusque-là peu exploré par le Plan urbain, a été de cerner quelque peu le champ couvert. On a pu rapidement montrer l'extrême variété des thématiques, ce qui ne surprend guère. A titre d'exemple, on peut évoquer des sujets aussi divers que le rôle du ruissellement et de la topographie dans la

formation de certains parcellaires ruraux — tels les vignobles —, dont les caractéristiques peuvent se lire encore dans la trame urbaine d'anciens villages (coteau de Belleville à Paris, etc.); la gestion urbaine des risques vis-à-vis de l'eau, avec notamment l'intérêt du maintien du potentiel des nappes pour la distribution en cas d'accident majeur ou de conflit armé, maintien qui passe par une régulation de l'usage des sols; la relation entre présence de l'eau, écologie urbaine, et valeurs foncières. Devant l'avalanche de thèmes possibles, et pour tenir compte de la volonté de finaliser le travail, la réflexion s'est tournée en parallèle sur la détermination des enjeux et des problématiques. Notamment au niveau des collectivités locales.

Cet exercice a permis d'identifier une grande variété d'enjeux, et semble montrer qu'à l'heure actuelle, les collectivités locales expriment des sensibilités et des priorités locales assez disparates, avec néanmoins quelques convergences au premier degré (2).

Plusieurs expérimentations ont été menées ou sont en cours sous la rubrique "eau et valorisation du milieu urbain": vallée de l'Yzeron dans la banlieue lyonnaise, vallée de l'Orge au sud de Paris, plan d'occupation des sols de Villepinte en Seine-Saint-Denis.

En juin 1987, le Plan urbain a lancé une première consultation sur "l'eau et la valorisation du milieu urbain", avec la coopération du P.I.R.E.N. (Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Environnement) du C.N.R.S., et du B.R.A. (Bureau de la Recherche Architecturale) du ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports. Cet appel à propositions a eu pour originalité de s'adresser simultanément aux **chercheurs**, aux **collectivités locales**, et aux **milieux professionnels** de l'eau et de l'aménagement, dans trois domaines principaux:

— le cycle de l'eau et le milieu urbain, pour mieux connaître et mieux maîtriser les incidences réciproques des actions de valorisation du milieu urbain sur le cycle de l'eau, et celles de l'aménagement et de la gestion des eaux sur l'espace urbain;

— les forces urbaines et architecturales associées à l'eau, en tenant compte notamment des évolutions techniques, sociales et urbanistiques;

— les usages, comportements, représentations, valorisations à l'égard de l'eau en ville.

La consultation a permis, dans un délai très court, de rassembler vingt-cinq propositions, dont huit ont été en principe retenues au titre de la recherche, et trois au titre de l'expérimentation — six autres étant renvoyées à d'autres axes du programme, ou devant être réexaminées en 1988.

Christian GARNIER
Professeur à l'École d'Architecture
de Paris-La Villette (UP 6)

(1) Actuellement sous la présidence de M. Guy Malandain, député-maire et maire-adjoint d'Étancourt.

(2) Cf. texte d'orientation de la consultation Plan urbain - P.I.R.E.N.

L'EAU DANS L'AMÉNAGEMENT URBAIN

AMÉNAGEMENT DES BORDS D'EAU EN MILIEU URBAIN

Le morceau de fleuve ou l'étang qui se trouve enserré dans une agglomération urbaine n'est jamais qu'un segment du "cycle urbain de l'eau". Cette dernière expression est d'ailleurs impropre, et si l'on voulait faire preuve de rigueur de vocabulaire, il faudrait parler de la fraction du cycle de l'eau qui se développe sur la ville.

Pourquoi une telle remarque? Parce que la qualité du fleuve, ses potentialités, dépendent non seulement des aléas de son cours amont, mais aussi de ceux qui tiennent aux multiples parcours et usages de l'eau sur l'ensemble de la ville. Et tout plan d'eau est parcouru par un flux qui ne peut être dissocié des autres flux d'eau qui s'insinuent dans le tissu urbain.

En second lieu, l'eau jouant un rôle d'élément "naturel", de facteur de vie biologique, induit un statut de milieu vivant pour le plan d'eau. En outre, il n'est pas qu'un écotope, un espace en trois dimensions qui accueille, en fonction de ses qualités propres, une vie hydrobiologique. Il est lié à un ensemble de milieux humides de manière plus ou moins directe. En particulier, il existe une relation très forte au "système végétal urbain" (Eco-Projet, 1975) au travers des ensembles végétaux présents sur les rives: ripisylves, plantes herbacées, arbres ou arbustes implantés dans les interstices des digues et quais minéraux, plantations sur berges, mails plantés sur les quais hauts, etc. Cette présence influe de façon déterminante sur les paysages urbains comme cela avait été souligné dans la recherche sur les paysages urbains des villes moyennes, dont les conclusions ont été publiées en 1975 (3).

En troisième lieu, les berges, quais et abords du fleuve, ne constituent eux qu'un segment de la ville, prise comme entité morphologique, sociale et économique. Ces espaces entretiennent d'étroites imbrications avec les autres espaces urbains, que l'on considère la trame viaire et parcellaire, ou, par exemple, les activités économiques. Les espaces fluviaux possèdent tout un ensemble d'interrelations avec ce qu'on pourrait appeler leur "hinterland".

Du point de vue des représentations et des pratiques sociales, il y a fort à parier que celles qui se manifestent autour du fleuve sont, quant à elles, reliées plus ou moins directement à la globalité des images et usages qui se construisent autour de l'eau dans la ville (eau domestique, eau des fontaines, des bassins et des étangs, eau des piscines et autres baignades, eau qui ruisselle et qui court).

Au travers de ces quelques observations, ce que je voudrais exprimer, c'est la nécessité

d'éviter un regard trop partiel, trop réducteur, sur le fleuve et la ville. **Le fleuve et ses berges ne peuvent être regardés comme un tuyau posé sur la ville**, ou l'étang ou le lac, comme une vulgaire baignoire.

Certes, pour les cours d'eau, il est nécessaire d'avoir une vision linéaire d'ensemble de la traversée de la ville pour transcender et donner lecture de la diversité qu'engendrent les séquences qui se succèdent au travers de l'agglomération. Mais l'appréhension de ce "profil en long", souvent indispensable pour comprendre et mieux gérer le fleuve, ne doit pas masquer les relations en profondeur avec la ville. La vision correcte en plan de la réalité est celle d'un **système en forme de réseau qui se rapproche de la structure d'une arête de poisson** — à ceci près que les arêtes ne sont ni droites ni d'égalles importances. Il ne s'agit pas, bien sûr, de se contenter de la représentation technique des réseaux d'eau ni même du flux du cycle de l'eau, mais d'avoir une authentique **vision urbanistique des rapports entre ville et fleuve ou entre ville et lac**. Une telle approche contribue à prévenir l'application de recettes toutes faites et le risque de banalisation que comporterait le déroulement linéaire ou la répétition abusive d'aménagement stéréotypés dans une même ville, ou d'une ville à l'autre.

C. G.

BIBLIOGRAPHIE

Plan urbain, secrétariat permanent, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris.

- **Programme Eau dans la ville**, Note d'orientation, 1985.
- "L'eau dans la ville, bilan 1985-1986".
- **Cycle urbain de l'eau**, rapport du groupe de travail (Pierre Hervio, président; Jean-Claude Deutsch, rapporteur), juin 1984.
- **L'eau dans la ville**, journées de recherche, 22 et 23 octobre 1985.
- Faudry (Daniel), **L'économie de l'eau dans la ville**, éléments pour une orientation des recherches, I.R.E.P., C.E.P.S., juillet 1985.
- Garnier (Christian), **L'eau et la valorisation du milieu urbain** (texte d'orientation pour la consultation Plan urbain - P.I.R.E.N.), juin 1987.
- Communication au colloque interdisciplinaire "Ville et fleuve", séance du 21 avril 1987, 112^e Congrès national des Sociétés Savantes, Lyon, 21-25 avril 1987.

DIVERS

- **Données économiques de l'environnement 1986**. Ministère de l'Environnement, La Documentation Française, 1987.
- Garnier (C.) et Mirenowicz (Ph.), **Politiques locales d'environnement: qu'est-ce qui fait bouger les élus?** (Saint-Priest, 14-15 novembre 1985 - Rencontres Diagonales).
- **Urbanisme**, n° 201, avril-mai 1984, présence de l'eau.
- **Métropolis**:
 - n° 2, février 1975, Le Paysage urbain;
 - n° 64-65 (4^e trimestre 1984) et 66 (1^{er} trimestre 1985): Ecologie urbaine.
- **Diagonal**, n° 64, février 1987. Dossiers berges: entre ville et fleuve.
- **Annales de la recherche urbaine**, n° 30, avril 1986, L'eau dans la ville.